

ANNEXE 3 : PROJET DE CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre,

Le Centre des monuments nationaux,
établissement public à caractère administratif,
dont le siège est Hôtel de Sully, 62, rue Saint Antoine, 75186 Paris Cedex 04,
représenté par sa Présidente, Madame Marie Lavandier,

ci-après dénommé « le Centre des monuments nationaux » ou « le CMN »,

d'une part,

et,

XXXX,
dont le numéro de Siret est : **XXXXX**,
dont le siège social est situé : **XXXXX**,
représentée par **son/sa XXXXX, Madame/Monsieur XXXXX**

ci-après dénommée « le Contractant »,

d'autre part

ci-après dénommés indifféremment, ensemble ou séparément, la ou les « Partie(s) ».

PREAMBULE

Le Centre des monuments nationaux est un établissement public chargé de la conservation, de la restauration et de la présentation auprès du public d'une centaine de monuments historiques et de sites. Il a pour mission d'en développer la fréquentation et d'en favoriser la connaissance.

Par convention d'utilisation en date du 21 mai 2015, les ensembles immobiliers domaniaux objets de la présente convention ont été confiés au Centre des monuments nationaux.

Par appel à manifestation d'intérêts publié le 7 février 2025 sur la plate-forme PLACE et au Bulletin Officiel des Annonces de Marchés Publics (BOAMP), le Centre des monuments nationaux a lancé, conformément aux dispositions de l'article L. 2122-1-1 du code général de la propriété des personnes publiques, une procédure de sélection préalable pour la mise à disposition d'espaces pour l'exercice d'une activité de concerts instrumentaux et illuminés dans quatre monuments du réseau du CMN.

Lorsque ces Monuments sont désignés ci-après par le terme les « Monuments » ou « le Monument », cela signifie que la clause est applicable pour l'ensemble des Monuments, objets de la présente convention. Chaque Monument est nommé individuellement pour les clauses qui lui sont propres.

Le Contractant a été choisi par le CMN au vu du rapport d'analyse des offres établi à la suite des négociations librement engagées avec certains des candidats ayant remis une offre.

Le rapport a établi que l'offre de **xxxxxx** présentait la meilleure offre par rapport aux critères définis dans le dossier de consultation.

L'offre du Contractant est présentée en **annexe 1**.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1. Objet de la convention

1.1 La présente convention a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles le Contractant est autorisé à occuper les espaces désignés à l'article 3.1 pour y organiser des concerts instrumentaux et illuminés (ci-après « le concert ») à destination du grand public dans les quatre monuments suivants :

- Le domaine national du château d'Angers (Pays de la Loire) ;
- Le domaine national de Saint-Cloud (Île-de-France) ;
- L'Hôtel de la Marine (Île-de-France) ;
- Le site des mégalithes de Locmariaquer (Bretagne).

Aucune organisation de concert privé (notamment la privatisation de l'ensemble des places ou d'un concert pour un tiers) n'est autorisée dans le cadre de la présente convention.

Le Contractant procède seul à la conception, production, exploitation et commercialisation des concerts instrumentaux et illuminés.

1.2 La présente convention fixant les conditions générales de l'occupation, une **fiche technique** sera établie pour chaque Monument et annexée pour faire partie intégrante de la convention.

Ainsi, les conditions précises d'occupation liées à chaque Monument (format, espaces occupés, planning, organisation sur place, besoins en personnel...) feront l'objet d'une **fiche technique** spécifique établie sur la base de l'**annexe 2** de la présente convention dans un délai de 3 mois minimum avant le début du montage de chaque concert.

Ainsi, les cahiers des charges techniques présentés dans le règlement de consultation (annexe 2) pourront être amenés à évoluer notamment pour tenir compte du projet technique du candidat retenu.

1.3 Droit d'exclusivité – activités complémentaires

L'exploitation par le Contractant est non-exclusive : le CMN reste entièrement libre d'organiser toutes activités dans les Monuments telles que des concerts, ateliers, visites commentées, visites insolites, des ateliers pédagogiques à destination des scolaires ou des familles, des visites privées ainsi que d'installer dans le Monument tout dispositif de médiation, y compris numérique, gratuit ou payant, sans que le Contractant ne puisse prétendre à aucune indemnité ou réduction de redevance. De même, le CMN reste libre de permettre à des tiers d'occuper le domaine public pour y organiser toute activité de spectacle y compris des concerts.

Article 2. Durée de la convention

2.1 La présente convention d'occupation du domaine public est conclue pour une durée d'un an à compter du **30 mai 2025** (date prévisionnelle).

La présente convention ne peut en aucun cas se renouveler par tacite reconduction.

2.2 Après bilan qualitatif et quantitatif entre le Contractant et le CMN, la présente convention pourra être renouvelée par reconduction expresse pour une durée d'un an, dans la limite d'un (1) renouvellement, soit un terme maximal au 29 mai 2027.

Tous les investissements réalisés par le Contractant et ceux éventuellement à venir sont réputés amortis sur la durée ferme de la convention (hors renouvellement).

2.3 En application des articles L.2122-1-1 et suivants du code de la propriété des personnes publiques, au terme de la présente autorisation, une nouvelle procédure de sélection préalable sera lancée, ce que le Contractant déclare savoir et accepter.

Article 3. Espaces occupés

3.1 Définition des espaces

La présente convention porte sur les espaces suivants :

- Le domaine national du château d'Angers (Pays de la Loire) ;
- Le domaine national de Saint-Cloud (Île-de-France) ;
- L'Hôtel de la Marine (Île-de-France)
- Le site des mégalithes de Locmariaquer (Bretagne).

Les espaces occupés pour chaque Monument sont définis par le biais de la fiche technique annuelle (modèle de fiche technique **annexe 2**). La fiche technique précise les espaces mis à disposition du Contractant pour l'exploitation de chaque concert et pour son usage technique (coulisses, loges...) dans la limite des possibilités du Monument.

Le Contractant prend les lieux mis à disposition dans l'état dans lequel ils se trouvent à la date d'entrée et n'est admis à formuler aucune réclamation au sujet de la consistance et de la disposition des lieux, qu'il est censé bien connaître.

3.2 État des lieux et inventaires

Un état des lieux avec inventaire est dressé contradictoirement, entre l'Administrateur et le Contractant, lors de l'entrée en jouissance des lieux, d'une part, et au terme de la présente convention, quelle qu'en soit la cause, d'autre part.

Cet état des lieux est annexé à la présente convention (**annexe 3**).

En outre, en cas de constatation de dommages ou dégradation pendant la durée de la présente convention, le Contractant prévient sans délai l'Administrateur du Monument.

Les mêmes opérations sont effectuées en fin d'occupation des lieux. La comparaison des états des lieux et des inventaires sert, le cas échéant, à déterminer les travaux de remise en état et à fixer les indemnités correspondantes qui sont mises à la charge du Contractant.

3.3 Conditions générales d'occupation du domaine public

3.3.1. La présente convention, conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public, est accordée au Contractant à titre strictement personnel et ne peut être cédée.

Le Contractant est autorisé à occuper les dépendances du domaine public désignées à l'article 3.1, pour la seule durée de la convention.

Par dérogation aux dispositions des articles L. 2122-6 et L. 2122-14 du code général de la propriété des personnes publiques, le Contractant ne se voit consentir aucun droit réel sur les biens immobiliers qui lui sont mis à disposition en application de la présente convention.

Cette autorisation ne confère au Contractant aucun droit au maintien dans les lieux tel qu'il est prévu par la législation en matière de bail rural, de locaux d'habitation, professionnels, administratifs ou commerciaux, ni aucun droit à la propriété commerciale.

3.3.2. Aucune sous-occupation des espaces désignés ci-après n'est autorisée sans l'accord du Centre des monuments nationaux. En outre, Il est formellement interdit d'exercer ou de faire exercer par qui que ce soit, aucune autre activité que celle autorisée à l'article 6.1.1, sauf à obtenir une autorisation écrite et préalable du Centre des monuments nationaux.

3.3.3. Le Contractant prend les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent à la date d'entrée et n'est admis à formuler aucune réclamation au sujet de la consistance et de la disposition des lieux, qu'il est censé bien connaître.

3.3.4. Le Contractant est tenu de se conformer :

- aux lois et règlements généraux applicables dans le territoire où sont situés les espaces mis à disposition et en particulier à ceux qui fixent les conditions d'exercice de sa profession ;
- à toutes les règles relatives à la bonne exploitation de son activité. Il est responsable de l'obtention de toutes les autorisations auprès des autorités compétentes nécessaires à la réalisation de son activité et à leur bon renouvellement ;
- à toutes consignes générales ou particulières, permanentes ou temporaires, verbales ou écrites, de l'Administrateur ou d'un représentant du CMN ;

3.3.4. Le Contractant s'engage à :

- faire son affaire du respect de la réglementation de lutte contre l'incendie ;
- faire réaliser les formations nécessaires en matière de sûreté et sécurité pour lui et son personnel notamment concernant l'utilisation des extincteurs et la prévention et la protection face à la menace terroriste ;
- **réaliser son activité sans aucune flamme ;**
- ne pas modifier, surcharger ou utiliser les installations électriques mises à sa disposition, de manière à mettre en péril les biens et les personnes accueillies dans le bâtiment ;
- s'assurer de la vacuité permanente des issues de secours et de l'accessibilité des moyens de secours et d'extinction ;
- signaler au Monument tous colis, objets ou comportement jugé suspects notamment dans le cadre de la surveillance Vigipirate ;
- veiller à ce que les accès aux bâtiments et locaux contigus ne soient pas obstrués par ses équipements et autres mobiliers, et que les dégagements soient libres de tout encombrement ;
- appliquer les directives de l'Administrateur du Monument ou son représentant en cas d'incidents relatifs à la sécurité et la sûreté des occupants et visiteurs présents sur le site ;
- ne pas utiliser de bouteilles de gaz.

3.3.5 Etablissements recevant du public (ERP)

Le Contractant se conforme à la réglementation relative aux établissements recevant du public (ERP) et à toutes les consignes émises par les services en charge de la sécurité et notamment la jauge maximale autorisée dans les espaces mis à disposition. La jauge maximum autorisée pour les concerts est définie par l'autorité compétente en matière d'ERP. Le Contractant sera le seul responsable du respect de l'ensemble de la législation et de la réglementation relatives à son activité, et notamment celle relative aux établissements recevant du public et concernant les obligations en matière de sécurité et d'accessibilité. Il conduit les formalités administratives correspondantes, avec le support du CMN.

3.3.6 Le Contractant fait preuve d'une vigilance à maintenir en lien avec les niveaux Vigipirate décrétés par le Gouvernement. Ce dispositif de sécurité pouvant être amené à évoluer, le Contractant doit faire preuve d'une adaptation permanente.

Article 4. Aménagements

4.1 Les Monuments objets de la présente convention sont classés au titre des monuments historiques. À ce titre, l'ensemble des aménagements et travaux susceptibles d'être réalisés dans les espaces désignés à l'article 3.1 doivent respecter les autorisations prévues par le code du patrimoine et le code de l'urbanisme. Le Contractant est responsable de l'octroi desdites autorisations.

4.2 Les aménagements susceptibles d'être réalisés par le Contractant pour les besoins de son activité ne peuvent avoir qu'un caractère mobilier. Ils sont soumis à l'autorisation préalable écrite du Centre des monuments nationaux représenté par l'Administrateur et le Conservateur du Monument. Exécutés à ses frais et sous sa propre responsabilité, ils restent sa propriété (sauf ceux éventuellement mis à disposition par le CMN) au terme de la présente convention.

Un **dossier technique** devra être adressé par le Contractant à l'Administrateur du Monument au moins 3 mois avant le début du montage de chaque concert. Ce dossier devra à *minima* inclure les pièces suivantes :

- la description du concert ;
- le calendrier d'occupation et exploitation (dates et horaires) ;
- les mesures de sécurité mises en œuvre pour assurer l'accueil et la surveillance du public dans un contexte « Vigipirate » ;
- les mesures mises en œuvre pour assurer la sécurité du Monument et des collections ;
- un plan d'implantation ;
- la liste du matériel fourni par le Contractant et, le cas échéant, par le CMN ;
- un descriptif du montage et démontage des installations ;
- un descriptif des dispositifs de cheminement du public et de la signalétique provisoire mis en place (compris système de support).

Cette liste pourra être complétée par le CMN au moment de la mise au point de la convention avec le candidat retenu.

Les aménagements du Contractant doivent être peu invasifs et s'intégrer parfaitement à l'environnement patrimonial et prestigieux du Monument afin de participer à sa mise à valeur.

4.3 Le Centre des monuments nationaux peut, à ses frais, pendant toute la durée de la présente convention, procéder à des travaux et aménagements de caractère immobilier sur les espaces désignés à l'article 3.

Le Contractant doit laisser pénétrer les ouvriers pour tous les travaux jugés utiles par le Centre des monuments nationaux.

Ces travaux doivent gêner le moins possible les activités du Contractant. Néanmoins, à aucun moment le Contractant ne peut réclamer au Centre des monuments nationaux une indemnité pour les dommages, quelle qu'en soit la nature, qui pourraient résulter des travaux entrepris par ses services ou pour son compte.

Article 5. Conditions d'exploitation

5.1 Activité autorisée

Le Contractant est autorisé à occuper les espaces désignés à l'article 3.1 et définis précisément dans la fiche technique annuelle établie avec chaque Monument, pour y organiser des concerts instrumentaux et illuminés à destination du grand public.

5.2 Périodes d'exploitation

5.2.1 Les périodes d'exploitation durant lesquelles le Contractant exploite son activité sont propres à chaque Monument et sont indiquées dans les cahiers des charges techniques. Les Monuments étant ouverts à la visite en journée, **les concerts doivent être programmés en soirée, en dehors de leur ouverture.**

Conformément au décret n°2010-147 du 15 février 2010 fixant les modalités de rétribution des personnels relevant du Ministère de la Culture et de la Communication et de ses établissements publics participant à l'organisation de manifestations au profit de tiers, le Contractant est tenu de rembourser au Centre des monuments nationaux le montant de la rémunération due aux agents de surveillance pour les heures supplémentaires qu'ils pourraient être amenés à effectuer en dehors de leurs obligations de service.

5.2.2 Annulation de concert(s)

En cas d'annulation d'un ou de plusieurs concerts, le CMN et le Contractant se rapprochent pour voir si un report est possible.

➤ Annulation par le Contractant

Le Contractant peut décider l'annulation d'un ou de plusieurs concerts en cas de conditions météorologiques ne permettant pas la tenue de l'évènement dans des conditions satisfaisantes de sécurité. Le Contractant prévient l'Administrateur dans les meilleurs délais par écrit. Cette décision ne donne droit à aucune indemnisation du Contractant.

➤ Annulation par le CMN ou toute autorité compétente

Pour tout motif dûment justifié et cas de force majeure, le CMN ou toute autorité compétente peut décider l'annulation d'un ou de plusieurs concerts. Cette décision ne donne droit à aucune indemnisation du Contractant.

5.2.3 Le Contractant est tenu d'accepter toute décision exceptionnelle de fermeture du Monument, sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnisation.

5.3 Programmation

La programmation des concerts pour laquelle le Contractant s'est engagé lors de la présentation de son offre est rappelée en **annexe 1** (sera joint ultérieurement). Le Contractant propose une programmation musicale qualitative.

Toute modification de la programmation doit faire l'objet d'un accord écrit préalable du Centre des monuments nationaux.

5.4 Prix

Le Contractant exploite son activité à titre payant pour le public. Il est seul responsable de la gestion et du contrôle de sa billetterie (aucune installation de point de vente n'est possible sur place). Il perçoit et conserve l'intégralité des recettes.

Le Contractant est libre dans la fixation des tarifs des concerts.

À titre informatif, les tarifs pratiqués sont les suivants :

A définir par le candidat dans le cadre de son offre
--

5.5 Sécurité - Entretien – Surveillance

5.5.1 Le Contractant est seul responsable de la surveillance de ses installations y compris pendant les heures de fermeture du Monument et en dehors des périodes d'exploitation de son activité.

Le Contractant est chargé d'assurer la sûreté et la sécurité sur les lieux de son exploitation, conformément aux directives émises par l'Administrateur du Monument. Ces directives sont adaptées en fonction du niveau de menace identifié ou annoncé par les autorités.

Pour atteindre l'objectif de sécurisation des lieux, il doit déployer les ressources humaines et les mesures organisationnelles nécessaires. En outre, il doit se conformer au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

5.5.2. Le Contractant est tenu d'exécuter les réparations dites locatives, ainsi que tous les travaux nécessaires pour maintenir les locaux occupés en bon état d'entretien et d'usage.

Il est également tenu de veiller à ce que l'ensemble de ses installations soient dans le plus parfait état d'entretien et de propreté.

Le Contractant doit assurer, **après chaque occupation**, le nettoyage, la collecte et l'évacuation des déchets générés par son activité. L'enlèvement des ordures est assuré par le Contractant conformément

aux règlements de police municipale applicables en matière de salubrité publique et d'hygiène, de façon à ne causer aucun désagrément aux usagers du Monument (nuisances olfactives, désordres esthétiques...). En aucun cas il n'est à la charge du Centre des monuments nationaux ou de ses personnels.

Le Contractant est tenu de participer à la vigilance pour le maintien de la propreté sur le site, et au respect de son environnement.

Le CMN sera très attentif au respect du présent article et de l'article 5.6 ci-dessous.

5.5.3 Le Contractant répond de toutes les détériorations faites aux lieux mis à disposition, aux équipements et matériels éventuellement mis à sa disposition par le Centre des monuments nationaux, survenues de son fait, du fait de ses préposés, de ses prestataires, ou de sa clientèle. Le cas échéant, le Contractant rembourse au CMN le frais au remplacement du matériel endommagé.

Le CMN se réserve le droit de visiter les espaces mis à disposition ainsi que le droit de prescrire les travaux de remise en état qui seraient jugés nécessaires et d'en demander la mise en œuvre au Contractant ou d'en effectuer la mise en œuvre à ses frais.

5.6 Démarche environnementale

Dans le cadre de son activité, le Contractant adopte une démarche environnementale vertueuse afin que son activité ait le moins d'impact possible sur l'environnement, notamment par le soin apporté à la gestion des déchets ou encore à la gestion d'énergie.

De même, le Contractant sensibilise ses clients de sorte que les déchets produits ne soient pas disséminés dans le Monument. En cas de nuisances pour un Monument, le CMN se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités prévues à l'article 13 de la présente convention.

5.7 Publicité - Enseignes

5.7.1 Le Contractant s'interdit de diffuser, dans les espaces désignés à l'article 3, des messages à caractère publicitaire de toute nature, quel qu'en soit le support.

5.7.2 L'affichage d'enseignes et pré-enseignes, relatives à l'exploitation du Contractant, doit être soumis préalablement au Centre des monuments nationaux ou à toute autorité compétente, et ce, dans le respect des dispositions du code de l'environnement.

5.8 Merchandisage

Certains Monuments objets de la présente convention sont classés domaine national (domaine national du château d'Angers, domaine national de Saint-Cloud, Hôtel de la Marine).

Conformément à l'article L.621-42 du code du patrimoine, l'utilisation à des fins commerciales de l'image des domaines nationaux est soumise à une autorisation préalable du CMN, assortie de conditions financières.

5.9 Gestion du personnel

5.9.1 Le Contractant a l'obligation d'affecter à l'exploitation de l'activité un personnel d'excellente qualité en termes de compétences et de présentation et en nombre suffisant.

5.9.2 Le personnel du Contractant est entièrement à sa charge et sous sa responsabilité.

Il s'engage à respecter les dispositions législatives et réglementaires applicables en matière de sécurité des conditions de travail.

5.10 Réseaux – Fluides

Les frais liés aux fluides (énergie électrique, eau) sont compris dans la redevance annuelle à la charge du Contractant.

5.11 Tournages et prises de vues

Toute demande de captation sonore et/ou audiovisuelle devra faire l'objet de la part du Contractant d'une demande spécifique préalable dans un délai de 2 mois avant le concert. Cette demande pourra faire l'objet le cas échéant du paiement d'une redevance supplémentaire en cas d'exploitation à titre commercial.

De même, toute demande d'un tiers d'occuper les espaces mis à disposition du Contractant pour des tournages, prises de vues ou autre doit être transmise au CMN (xxxxx), pour instruction.

Article 6. Redevance

6.1 Redevance

Le terme chiffre d'affaires est ci-après désigné « CA ».

Le calcul de la redevance variable est établi selon les documents comptables transmis par le Contractant au titre de l'article 6.2.

Au titre de l'activité autorisée dans le cadre de la présente convention dans l'ensemble des Monuments, le Contractant s'engage à verser au Centre des monuments nationaux une redevance annuelle, soumise à la T.V.A au taux en vigueur, égale à **XX** % du C.A H.T réalisé au titre de l'activité autorisée dans le cadre de la présente convention.

Quel que soit le montant du chiffre d'affaires H.T, le Contractant s'engage à verser une redevance minimale garantie annuelle égale à **XXXX** H.T **XXXX** T.T.C.

6.2. Transmission des documents comptables

Le Contractant transmet au Centre des monuments nationaux, au plus tard, le **XXXX** de chaque année, une attestation réalisée par un expert-comptable certifiant le chiffre d'affaires réalisé pendant l'année N-1 par Monument, à la direction du développement économique et de la relation visiteurs, adresse courriel : location@monuments-nationaux.fr.

À défaut de transmission de ladite attestation, le CMN se réserve la faculté d'établir une facture sur les bases des éléments en sa possession. Après réception du document, le CMN procède à une régularisation de la facturation.

Le Centre des monuments nationaux se réserve le droit de demander au Contractant d'établir ses documents comptables selon une ventilation et une périodicité particulières.

6.3 Modalités de versement

Le Contractant s'engage à verser la redevance selon les modalités suivantes :

A définir

Les versements sont effectués par chèque ou virement bancaire ou postal, à l'ordre de l'agent comptable du Centre des monuments nationaux :

DRFIP Ile-de-France / Paris

IBAN : FR76 1007 1750 0000 0010 0067 980

BIC : TRPUFRP1

En cas de retard dans le paiement d'un terme, la redevance échue porte intérêts de plein droit au taux légal majoré de cinq points sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard (les fractions de mois sont négligées pour le calcul de ses intérêts).

Article 7. Caution

Le Contractant remet au Centre des monuments nationaux, à la signature de la convention, une caution correspondant au montant de la redevance minimale garantie annuelle soit xxx euros T.T.C (à définir). Il sera dispensé du virement de cette somme s'il fournit, une garantie à première demande, qui garantit les obligations de toutes natures auxquelles il consent.

Toutes les fois qu'une somme aura été prélevée sur le dépôt, le Contractant doit le compléter dans un délai de 10 jours à compter de ce prélèvement. À défaut et après mise en demeure restée infructueuse pendant 1 mois, la présente convention est résiliée de plein droit aux torts du Contractant.

Au terme de la présente convention, soit par résiliation, dénonciation, ou à l'arrivée de son terme normal, cette caution cesse de produire ses effets une fois les obligations du Contractant entièrement exécutées.

Article 8 : Communication

Le Contractant fait son affaire du dispositif de communication autour des concerts.

Sur ses supports de communication (produits, affiches, flyers, programmes, site internet, dossier de presse...) le Contractant s'engage à :

- valoriser l'image du Monument ;
- mentionner que le Monument est ouvert au public par le Centre des monuments nationaux ;
- faire apparaître le logo et le site internet du Centre des monuments nationaux (www.monuments-nationaux.fr).

Ces documents doivent respecter la charte graphique du Centre des monuments nationaux et sont, préalablement à leur diffusion, soumis à l'autorisation du Centre des monuments nationaux.

Le Contractant soumet tous les documents d'information concernant le Centre des monuments nationaux à l'Administrateur de chaque Monument avant toute diffusion.

Article 9 : Organisation des concerts - Exploitation des œuvres

Le Contractant fournit les concerts entièrement montés, assume la responsabilité artistique des représentations et s'engage à fournir le plateau artistique.

Les concerts comprennent les éventuels décors, costumes, meubles, accessoires, matières consommables et d'une manière générale tous les éléments nécessaires à leur représentation. Le Contractant en assure le transport aller-et-retour et les éventuelles modalités douanières et/ou d'assurance.

En qualité d'employeur, le Contractant assure les rémunérations de son personnel attaché à la préparation des concerts et de la totalité des artistes, charges sociales et fiscales comprises (Urssaf, congés spectacles, Afdas, etc.). En cas d'accident du travail impliquant les employés et/ou les artistes, il est tenu d'effectuer les formalités légales. Il lui appartient notamment de solliciter, en temps utile,

auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi de mineurs ou d'artistes étrangers dans les concerts, le cas échéant.

Le Contractant est titulaire des éventuels droits de propriété intellectuelle afférents aux concerts. À défaut, le Contractant prend à sa charge les déclarations auprès des auteurs des œuvres et/ou de leur mandataire (SACD, Sacem, etc.) exploitées dans le cadre des concerts et le paiement des droits afférents.

Le Contractant garantit au Centre des monuments nationaux la jouissance entière paisible et libre de droits cédés contre tout trouble, revendication et éviction quelconque de tiers afférent aux exploitations autorisées au contrat.

Article 10 : Cession de droits

Le Contractant autorise le CMN à effectuer et/ou faire effectuer des prises de vues photographiques et/ou audiovisuelles et/ou sonores lors de la représentation et/ou de ses répétitions. Le Contractant cède à titre non exclusif, gracieux, pour le monde entier et pour toute la durée de protection légale des droits d'auteur, au CMN les droits sur les concerts, les répétitions et les prises de vues et/ou sonores pour les seules exploitations non commerciales suivantes :

- à des fins de promotion du CMN et/ou de ses activités (que cette promotion soit réalisée par le CMN ou ses partenaires), sur tout support connu ou inconnu à ce jour (dépliant, sites Internet, Intranet et/ou blog, DVD promotionnels, dossier de presse, reportage d'information pour les médias, articles de presse...). La durée des films ou diffusion audio ne peut pas excéder plus de trois minutes.
- dans le cadre de ses activités internes et/ou pour l'accomplissement de ses missions statutaires, accomplissement qui inclut la possibilité de rétrocéder ces droits à tout organisme à vocation culturelle, éducative, scientifique, pédagogique, touristique, muséologique ou sociale. Les prises de vues des concerts peuvent ainsi, tout support confondu, connu ou inconnu à ce jour :
 - faire l'objet de consultation gratuite sur place (dans l'enceinte du CMN) par le public, ou encore de consultation à l'extérieur sous forme de prêts gratuits à des fins exclusivement documentaires, scientifiques, pédagogiques, muséologique ou d'usage strictement privé excluant pour l'emprunteur le droit de les reproduire et/ou de les dupliquer ;
 - être diffusées publiquement dans l'enceinte du CMN (siège et monuments) et/ou de l'un de ses partenaires ou mécènes. La durée des films ou diffusion audio ne peut pas excéder plus de trois minutes.
 - faire l'objet d'une diffusion/exploitation totale ou partielle (images et/ou son) sur un ou plusieurs sites Internet/Intranet et/ou blogs en particulier édités ou coédités par le CMN et ce pour la durée d'exploitation desdits sites télématiques. La durée des films ou diffusion audio ne peut pas excéder plus de trois minutes.
 - être exploitées dans le cadre de tout événement organisé par le CMN ou l'un de ses partenaires que ce soit dans le cadre d'expositions et/ou de rétrospectives, sur tout support connu ou inconnu à ce jour à des fins uniquement documentaires, culturelles, scientifiques, muséologiques et/ou pédagogiques (rétrospective, communication, DVD promotionnel, site internet et intranet...). La durée des films ou diffusion audio ne peut pas excéder plus de trois minutes.
 - être éditées dans le rapport d'activité du CMN et/ou de ses tutelles et/ou de ses partenaires, ou dans toute revue scientifique ou culturelle à laquelle le CMN ou l'un de ses partenaires s'associeraient ;
- Dans le cadre de l'archivage.

Article 11 : Impôts et taxes

Le Contractant acquitte directement les impôts et taxes de toute nature auxquels il peut être assujéti du fait de l'exploitation pendant la durée de la présente convention, notamment licences, taxes, droits et autres impôts ou contributions actuels et futurs, perçus soit par l'État, soit par les collectivités territoriales.

Le Contractant est tenu de se conformer aux lois et règlements relatifs aux contrôles fiscaux.

En aucun cas, le Contractant ne peut réclamer au CMN une indemnité ou une réduction de redevance pour le motif que son activité commerciale subirait une entrave quelconque du fait des lois, règlements ou consignes de sécurité apportées.

Article 12 : Contrôle

Le CMN dispose du droit de contrôler les renseignements donnés par le Contractant.

Le Contractant est tenu d'accepter toute visite et inspections des services sanitaires ou de sécurité ainsi que de toute personne compétente et du Centre des monuments nationaux.

Le Centre des monuments nationaux peut, à tout moment et sans en référer au Contractant, procéder à tout contrôle en vue de veiller à la conservation des espaces mis à disposition, à la bonne exécution des conditions générales et particulières de la présente convention ainsi qu'au respect des lois et règlements :

- soit par lui-même ;
- soit par un tiers dûment mandaté par lui (notamment un comptable agréé) ;
- soit en faisant appel aux administrations de contrôles.

Article 13 : Responsabilités

13.1 Le Contractant est entièrement et exclusivement responsable de tout accident, dégât ou dommage de toute nature pouvant résulter de son activité, et/ou de son personnel, et causés aux espaces mis à disposition, aux biens et aux personnes.

Il s'engage à garantir le Centre des monuments nationaux contre tous les recours qui seraient intentés directement contre lui à l'occasion de l'exécution de la présente convention et à supporter tous les frais et indemnités pouvant en résulter.

13.2 Le Contractant s'engage à souscrire, auprès d'une compagnie d'assurance agréée à l'Autorité de Contrôle Prudentiel, toute assurance nécessaire à l'exercice de son activité et notamment :

- garantie responsabilité civile couvrant les dommages corporels (sans limitation de somme) ;
- et les dommages matériels pour un minimum de 3 000 000 €.

Une copie de ces polices doit être communiquée au Centre des monuments nationaux ou à l'Administrateur du Monument au plus tard 10 jours après la signature des présentes. Le Contractant fournit tous les ans l'attestation d'assurance à jour. Le Contractant fournit, à première demande du Centre des monuments nationaux, copie des justificatifs du paiement régulier des primes d'assurance.

13.3 En aucun cas la responsabilité du Centre des monuments nationaux ne peut être recherchée, y compris par les assureurs du Contractant, pour quel que dommage que ce soit, à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

Article 14 : Pénalités

En cas de non-respect par le Contractant d'une des obligations inscrites dans la présente convention, le Centre des monuments nationaux se réserve la possibilité de mettre à sa charge les pénalités suivantes qui ne seront pas plafonnées et pourront se cumuler :

- en cas de non-respect par le Contractant d'une obligation ci-avant présentée et huit jours calendaires après l'envoi d'une mise en demeure restée en tout ou partie infructueuse, une pénalité égale à 100 € par jour calendaire sera appliquée jusqu'à la parfaite exécution de l'obligation concernée.

- en cas de non-respect par le Contractant d'une obligation ci-avant présentée et encadrée par un délai, une pénalité égale à 100 € par jour calendaire sera appliquée jusqu'à la parfaite exécution de l'obligation concernée sans mise en demeure préalable.

Dans tous les cas, le CMN se réserve, en outre, la possibilité de demander réparation du préjudice subi.

Article 15 : Résiliation de la convention

Il peut être mis un terme à la présente convention avant la date d'expiration prévue à l'article 2 dans les conditions ci-après.

15.1 Résiliation pour faute

La présente convention peut être résiliée pour faute par le Centre des monuments nationaux en cas de manquement par le Contractant à ses obligations contractuelles.

Conformément à la jurisprudence administrative, en cas de manquement grave auquel le Contractant ne peut remédier, le CMN peut prononcer la résiliation pour faute sans mise en demeure préalable.

La résiliation intervient dans un délai d'un mois à compter de la mise en demeure du Contractant de se conformer à ses obligations, parvenue par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

En cas de résiliation pour faute du Contractant, les sommes versées à quelque titre que ce soit par le Contractant restent acquises au CMN, sans préjudice du droit, pour ce dernier, de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Cette décision ne donne droit à aucune indemnisation du Contractant. Le Contractant reste redevable de la redevance annuelle calculée le cas échéant au *prorata temporis* et des frais éventuels de remise en état.

15.2 Résiliation pour motifs tirés de l'intérêt général ou cas de force majeure

Le CMN peut mettre fin à la présente convention avant son terme normal pour des motifs tirés de l'intérêt général ou cas de force majeure.

La décision ne peut prendre effet qu'après un délai d'un mois à compter de la date de sa notification dûment motivée, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au Contractant.

Cette décision n'ouvre droit à aucune indemnisation pour le Contractant.

15.3 Résiliation à l'initiative du Contractant

La présente convention peut être résiliée à l'initiative du Contractant, en respectant un préavis de trois mois en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Les sommes versées à quelque titre que ce soit par le Contractant restent acquises au CMN, sans préjudice du droit, pour ce dernier, de poursuivre le recouvrement de toutes les sommes pouvant lui être dues.

Le Contractant reste redevable de la redevance prévue à l'article 6 au *prorata temporis* de son occupation et des éventuels frais de remise en état.

Article 16 : Fin de l'autorisation

16.1 D'une manière générale, le Contractant s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires ou à laisser prendre toutes mesures jugées nécessaires par le CMN pour faciliter le passage progressif de la présente convention vers une autre modalité de gestion, ou vers la désignation d'un nouvel exploitant.

16.2 Au terme de la convention ou à sa date de résiliation, le Contractant doit évacuer les lieux sans délai.

Les aménagements mobiliers réalisés par le Contractant pour les besoins de son activité restent sa propriété au terme de la présente convention.

16.3. Les lieux doivent être remis en parfait état d'entretien et les frais de remise en état pouvant s'avérer nécessaires sont à la charge exclusive du Contractant.

Faute par lui de satisfaire à cette dernière condition, le Centre des monuments nationaux peut faire exécuter tous les travaux nécessaires à la remise en état des lieux, aux frais, risques et périls du Contractant, lequel ne peut prétendre à aucune indemnité.

Les dommages ou dégradations constatés dans les lieux sont à la charge du Contractant, à l'exception de ceux qui auraient une cause étrangère à l'exploitation ou à l'occupation des locaux, à charge pour le Contractant d'en apporter la preuve.

Article 17 : Données personnelles

Dans le cadre de la présente convention, chaque Partie est responsable de traitement pour son propre compte et ses propres activités.

Les Parties s'engagent à respecter la réglementation relative à la protection des données personnelles, notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et le règlement général sur la protection des données (RGPD) du 27 avril 2016 n°2016/679. Chaque Partie est responsable des traitements de données personnelles qu'elle met en œuvre.

Article 18 : Signature électronique

La présente convention peut être signée par voie électronique conformément aux articles 1366 et 1367 du code civil, et ce par l'intermédiaire de la plateforme <https://simply-cosi.luxtrust.com> mise à disposition par le CMN.

Dans ce cadre, les Parties :

- reconnaissent que le présent acte est conclu sous la forme d'un écrit électronique, conformément aux dispositions de l'article 1366 du code civil, et signé électroniquement au moyen d'un procédé fiable d'identification garantissant le lien entre chaque signature avec l'acte auquel elles s'attachent, conformément aux dispositions de l'article 1367 du code civil ;
- reconnaissent que le présent acte a la même force probante qu'un écrit sur support papier conformément à l'article 1366 du code civil et qu'il pourra leur être valablement opposé ;
- reconnaissent à cette signature électronique la même valeur que leur signature manuscrite et pour conférer date certaine à celle attribuée à la signature du présent acte par le service ci-dessus désigné ;
- reconnaissent que (i) l'exigence d'une pluralité d'originaux est réputée satisfaite lorsque le présent acte signé électroniquement est établi et conservé conformément aux articles 1366 et 1367 du code civil et que (ii) ce procédé permet à chaque Partie de disposer d'un exemplaire sur support durable ou d'y avoir accès, conformément aux dispositions de l'article 1375 du Code civil.

Pour les besoins du présent article, « signature électronique » désigne tout procédé technique conforme à la réglementation applicable en vigueur à la date de signature de la présente convention.

Article 19 : Règlement des litiges

La présente convention est soumise à la loi française et tous les différends relatifs à son interprétation ou à son exécution relèvent du tribunal administratif de Paris.

Article 20 : Documents contractuels

Le contrat se compose du présent document et de ses annexes ci-après désignées :

- Annexe 1 : offre du Contractant
- Annexe 2 : modèle de fiche technique ;
- Annexe 3 : états des lieux.

Fait à Paris, le

Pour le Contractant,

XXXXXXXXXX

**Pour le Centre des monuments nationaux,
Sa Présidente,**

Mme Marie LAVANDIER

Annexe 1 : offre du Contractant

PROJET

Annexe 2 : modèle de fiche technique (qui peut évoluer si besoin)

MONUMENT : XXXXXXXXXXXX

Dates d'occupation (incluant les périodes de montage, démontage, répétitions et exploitation)	
Date + horaires d'évacuation	
Espaces mis à disposition (y compris les espaces de stockage s'il y en a)	
Fermeture du Monument	OUI (si oui, préciser les espaces concernés, dates et horaires de fermeture) NON
Aménagements mobiliers autorisés par le CMN	
Prescriptions du CMN en matière de conservation et de sécurité	
ERP	
Périodes et horaires d'exploitation de l'activité	
Estimation en personnel CMN (heures dites mécénats prise en charge par le Concessionnaire)	
Contraintes d'exploitation (travaux, déchets, nuisances sonores <i>etc.</i>)	
Référent et numéro d'urgence CMN	
Référent et numéro d'urgence Contractant	